



La « menace russe »

Par [Dr. Paul Craig Roberts](#)

Mondialisation.ca, 28 avril 2021

Région : [États-Unis](#), [Russie et CEI](#)
Thème: [Désinformation médiatique](#),
[Histoire et Géopolitique](#), [Services de renseignements](#)

Au cours de l'année 2016, le directeur de la CIA John Brennan et le directeur du FBI James Comey, ainsi que le Parti démocrate corrompu, ont commencé à orchestrer le Russiagate afin d'empêcher Trump de réduire le risque de guerre nucléaire en normalisant les relations avec la Russie. Le président Trump a essayé de tuer dans l'œuf une nouvelle Guerre froide, mais ce n'était pas dans l'intérêt du pouvoir et du profit du complexe militaire/sécuritaire qui a désespérément besoin de la « menace russe » comme raison d'être.

Stephen Cohen, moi-même et quelques autres avons exprimé leur inquiétude quant au fait que les tensions entre les deux puissances nucléaires étaient en train d'atteindre des sommets plus dangereux que jamais durant la Guerre froide du XXe siècle. De nombreux sites Internet ont contribué à démystifier la fabrication orchestrée du Russiagate.

Pour discréditer ces voix, un nouveau site web, PropOrNot, est soudainement apparu avec une liste de 200 « agents/dupes russes ». Ceux d'entre nous qui avaient tiré la sonnette d'alarme à propos du Russiagate et de l'aggravation des tensions figuraient sur cette liste. Le *Washington Post* a donné de la crédibilité à l'accusation en rapportant l'accusation de PropOrNot selon laquelle ceux qui s'opposaient à une politique hostile envers la Russie étaient des « agents de Poutine ».

Un certain nombre de sites Internet faussement accusés ont été intimidés et ont abandonné la vérité. *CounterPunch* est allé encore plus loin. Il a laissé tomber ses meilleurs et plus incisifs rédacteurs – des gens comme Mike Whitney et Diana Johnstone. *CounterPunch*, qui avait autrefois rassemblé, publié et commercialisé une collection de mes essais sous forme de livre, a soudainement découvert qu'il préférerait la fiction aux faits. D'autres sites web qui avaient religieusement reproduit toutes mes chroniques sont devenus sélectifs quant aux parties du récit officiel qu'ils permettaient d'examiner sur leurs sites. C'était peut-être le début du mouvement de dé-platformisation de tous ceux qui contestent le récit.

La menace qui pèse sur ceux qui disent la vérité a été renforcée par le dernier décret du voleur d'élections Joe Biden, qui a déclaré une « urgence nationale » pour « faire face à la menace russe ». Pepe Escobar [rapporte](#) que l'ordre de Biden ouvre chaque Américain à être accusé d'être un agent russe engagé dans l'atteinte à la sécurité des États-Unis. « Un sous-paragraphe (C), détaillant les “actions ou politiques qui sapent les processus ou institutions démocratiques aux États-Unis ou à l'étranger”, est suffisamment vague pour être utilisé pour éliminer tout journalisme qui soutient les positions de la Russie dans les affaires internationales.

“Soutenir la position de la Russie” inclut une description objective et une analyse non

partisane de la politique russe. Le point crucial est que, dans les faits, le décret de Biden place toute personne qui rapporte objectivement les positions politiques de la Russie comme une menace potentielle pour les États-Unis ».

Si nous sommes honnêtes, nous reconnaissons que nous avons assisté à l'effondrement complet des États-Unis. La vérité est interdite dans les médias, les systèmes scolaires et les universités si elle entre en conflit avec les agendas des élites servis par les récits officiels. Le premier amendement est mort et enterré. La liberté d'expression est réservée aux récits officiels, tels que le « racisme systémique » et la « menace russe ». Ceux qui exercent leur droit constitutionnel se retrouvent dé-platformés ou licenciés.

Pour comprendre comment la victoire de la propagande sur la vérité augmente la probabilité d'un Armageddon nucléaire, considérez la différence entre les guerres froides du XXe siècle et du XXIe siècle.

Lors de la première Guerre froide, les dirigeants soviétiques et américains se sont efforcés de désamorcer les tensions. Des accords ont été conclus sur le contrôle des armes et le traité sur les missiles antibalistiques. Des réunions ou des sommets étaient régulièrement organisés entre les dirigeants américains et soviétiques. Le décorum diplomatique était respecté. Des accords permettaient à chaque partie de vérifier que l'autre respectait ses engagements.

Ce processus a commencé avec le président John F. Kennedy et le premier secrétaire soviétique Khrouchtchev. Il s'est poursuivi avec le président Reagan et, plus ou moins, le président George H. W. Bush. Il s'est terminé avec le régime Clinton et n'a cessé de dégringoler depuis. Le président Trump avait l'intention de réduire les tensions dangereuses, mais il n'y a pas été autorisé. En effet, son intention était une cause suffisante pour que l'Establishment le chasse du bureau. 2020 était un coup d'État, pas une élection.

Au cours de la Guerre froide du XXe siècle, les experts russes différaient dans leurs évaluations de la menace, et leurs différences étaient publiquement diffusées. Les évaluations divergentes étaient débattues. Les dissidents n'étaient pas diabolisés comme des agents russes. Aujourd'hui, les experts russes américains trouvent qu'être russophile est un atout pour leur carrière. Au XXe siècle, le *New York Times* et le *Washington Post* s'alignaient sur les efforts de paix. Aujourd'hui, ils font partie du ministère de la propagande des néoconservateurs bellicistes.

La conclusion alarmante est que, depuis le régime Clinton, le gouvernement américain s'efforce constamment de détériorer les relations avec la Russie, jusqu'à diaboliser publiquement le président russe et à étrangler le débat objectif aux États-Unis. C'est la base parfaite pour la guerre.

Pendant ce temps, les Américains insouciants ont élu des gouvernements qui ont successivement augmenté la probabilité d'un anéantissement nucléaire tout en faisant taire les préoccupations des dissidents. Comme je l'ai signalé le 17 mars, « aux États-Unis, les études russes ont dégénéré en propagande. Récemment, deux membres du groupe de réflexion Atlantic Council, Emma Ashford et Matthew Burrows, ont suggéré que la politique étrangère américaine pourrait bénéficier d'une approche moins hostile à l'égard de la Russie. Instantanément, 22 membres du think tank ont dénoncé l'article d'Ashford et Burrows ».

Aujourd'hui, même dans les cercles républicains et conservateurs, remettre en question la diabolisation de Poutine soulève des sourcils désapprobateurs (idem pour la Chine et l'Iran). L'Establishment américain a réussi à qualifier l'analyse objective de « pro-russe » (ou pro-chinoise ou pro-iranienne). Cela signifie qu'une vision objective des relations entre les États-Unis et la Russie est interdite aux décideurs politiques américains.

La « menace russe » est un autre canular, qui détruira le monde.

Paul Craig Roberts

Article original en anglais :



[The "Russian Threat"](#)

Traduit par [Réseau International](#)

Le Dr Paul Craig Roberts écrit sur son site, *PCR Institute for Political Economy*, où [cet article](#) a été initialement publié. Il est un collaborateur fréquent de *Global Research*.

La source originale de cet article est [Mondialisation.ca](#)

Copyright © [Dr. Paul Craig Roberts](#), [Mondialisation.ca](#), 2021

Articles Par : [Dr. Paul Craig Roberts](#)

A propos :

Paul Craig Roberts, former Assistant Secretary of the US Treasury and Associate Editor of the Wall Street Journal, has held numerous university appointments. He is a frequent contributor to Global Research. Dr. Roberts can be reached at <http://paulcraigroberts.org>

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca